

Une lecture «réformatrice» de la crise



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Les économistes algériens de la première génération sont peu prolifiques, et peu bavards aussi, mais en dépit de la rareté de leurs écrits, ils s'accordent tous à souligner, à plus ou moins gros traits, la faillite des actions économiques initiées par les pouvoirs publics. Au risque de déplaire, notamment par omission, à certains d'entre eux, on constate qu'ils interviennent en fonction d'approches soit économétrique (Ahmed Souamès), soit générale (Abdelmadjid Bouzidi), soit politique (Ahmed Benbitour, Abdelatif Benachenhou et Ghazi Hidouci).

Nous dérogerons aux mœurs locales, empreintes de préjugés et d'exclusion, pour essayer de connaître la grille de lecture (et ce qu'elle suggère comme traitement) du courant réformateur, à la lumière des dernières interventions publiques de Ghazi Hidouci, principalement, et de Omar Benderra, accessoirement.

Le dernier constat qu'établit Ghazi Hidouci sur la conduite de la politique économique(*) est sévère, profond, structuré et exigeant à l'extrême, voire sans appel : absence de discours élaboré, absence d'idées directrices, autoritarisme.

Conséquence : aucune lisibilité, absence de crédibilité interne et externe et perte de confiance des acteurs économiques, absence de formule de régulation et précipitation pseudo-libérale. «Aujourd'hui, le champ politique est fermé et l'Etat livré à la ruse improductive des clans, à l'ambition sénile, à la déchéance sous toutes ses formes (...) Nous continuons de nous enfoncer dans la

régression.»

Ghazi Hidouci constate que le pouvoir est en panne «de pensée d'une politique économique quelconque» ; il ne perçoit l'existence ni d'un modèle économique libéral ni dirigiste ; «on fait n'importe quoi dans le désordre et il est difficile d'y discerner du sens» ; tout au plus lui concède-t-il «un mélange hétéroclite de recettes toutes faites sans idées directrices et sans cohérence, un autoritarisme sénile et capricieux bloquant tout débat, toute perspective de mouvement et ruinant la confiance des acteurs économiques nécessaire à la production et au fonctionnement des marchés». C'est le terreau idéal pour l'éclosion de «l'afairisme nocif, le creusement des inégalités et la multiplication des drames sociaux».

Pourtant le pays ne manque pas de ressources. Non, argumente Hidouci, il ne s'agit que «de mauvaises réserves» : «Avec des moyens financiers considérables, la machine est en panne et les Algériens manquent de tout.»

Que dire de l'usage fait de ces ressources ? Les excédents financiers extérieurs ont poussé le pouvoir à procéder au remboursement anticipé de la dette. Une décision qui lui semble inopportune compte tenu de «la situation de référence» et des «souds de souveraineté et de stabilité financière et monétaire». Faute de quoi, le remboursement anticipé s'apparente à «l'apurement en catimini de dettes privées et publiques internes crapuleuses».

Il préconise alors, au préalable, «plutôt que de rembourser des dettes accumulées quelquefois de façon illégitime et souvent pour des rai-

sons inavouables», de les auditer avant de négocier une restructuration des dettes «qui partagerait les coûts de façon moins inéquitable pour les finances publiques et les citoyens». En effet, pourquoi faire payer à l'ensemble de la communauté nationale, notamment la moins lotie, la charge de dettes destinées à constituer des créances douteuses, opaques, discrétionnaires et non remboursables ? Une manière de traduire en termes élaborés le vieil adage arabe : «Qui mange, paie.»

Si le remboursement anticipé absorbe une partie des excédents extérieurs nouvellement constitués à la faveur de l'embellie pétrolière et occulte le paiement en douce de dettes privées et publiques internes crapuleuses, qu'en est-il de l'usage fait du reste de la manne, notamment l'accumulation d'actifs à l'étranger ? Là aussi, Hidouci anticipe que cela n'augure rien de bon : «Les gérants de portefeuille sur les marchés attirent les nôtres par des numéraires ridicules à court terme pour les mener à l'abattoir ensuite. Les Algériens et d'autres ressortissants de pays mal gérés ayant des excédents verront peut-être leurs banques centrales afficher, dans les prochaines années, des milliards de dollars de pertes à cause de la crise des emprunts immobiliers aux Etats-Unis, mais on ne pourra rien y faire, étant donné le manque général de responsabilité politique. C'est une grande prédation que les citoyens subissent sans contrôle.»

Sur le court terme, il reste aussi à comparer ce que rapportent ces placements avec le coût de la dette interne à fort taux d'intérêt et dont il faudra bien assurer le service. Le Trésor rembourse la dette interne à des taux élevés alors qu'il reçoit des intérêts de plus en plus bas pour ses placements à l'étranger, négatifs en dollars constants.

Sont conséquemment en voie d'être réunies «des conditions de la ruine explosive du pays par les spéculateurs». Il propose alors de regarder de près l'endettement interne des compagnies qui investissent

dans l'énergie et ailleurs et se couvrent pour l'amortissement de leurs dettes. Il faut voir ce que peut leur rapporter comme profits spéculatifs sur une année l'évolution comparée du dinar et du dollar sans qu'ils ristournent au fisc ces bénéfices...

«Le résultat de tout ceci est la mise en place graduelle et sournoise d'un nouveau mécanisme de spoliation plus grave et plus pernicieuse que celui de l'endettement des années 1970 et 1980 portant de graves préjudices pour la souveraineté financière, monétaire et politique d'une part et pour l'écrasante majorité des pauvres à revenus fixes dans ce pays d'autre part, au bénéfice des acteurs des marchés internationaux et de leurs intermédiaires sur le territoire national.»

L'auteur reprend ici l'argumentaire d'une étude de 2004 mettant en avant des intermédiaires mafieuses d'abord locales : «Depuis les années 1990, la culture de gestion économique par l'administration continue sous les formes renouvelées d'une privatisation «sélective» ; elle est revendiquée par le secteur privé industriel et de services non concurrentiel, car elle lui permet l'accès aux rentes de clientèle en matière de subventions, de défiscalisation et de crédit : le gouvernement transmet des injonctions au système commercial, financier et bancaire pour privilégier les opérateurs privés opérant sous protection des pouvoirs réels (comme l'a montré en 2003 le cas spectaculaire de la machine à détournements que fut l'éphémère Banque Khalifa) ...»

Plus loin, il est établi une filiation de type néo-colonial entre les prédateurs locaux et leurs parrains étrangers, en des termes qui donnent des sueurs froides aux souverainistes que nous sommes : «Les acteurs internes se transforment en pâles porte-parole des stratégies des acteurs étrangers : hommes politiques ou hommes d'affaires, aux premiers rangs desquels les Français ; ces derniers apportent à leurs correspondants algériens les

nécessaires relais politiques sur le plan international et l'indispensable garantie «démocratique», ainsi que les instruments techniques internationaux de recyclage des produits de la spoliation (comptes bancaires dans les paradis fiscaux, avocats et financiers...). Les réseaux d'affaires étrangers, habitués à partager les détournements et à organiser leur distribution, ont agi durant toute cette période pour renforcer la subordination de l'économie algérienne aux firmes pétrolières occidentales et aux entreprises exportatrices (françaises et italiennes en particulier) assurant l'approvisionnement de la population en biens et services indispensables (...) Avec cette mise sous tutelle mal dissimulée des finances publiques et du système bancaire algérien, le pacte colonial se réécrit sans altération majeure, si ce n'est le déplacement de la responsabilité des politiques répressives vers des mains autochtones. Les privilèges que le droit international accorde aux Etats sont ainsi privatisés et utilisés aux fins des intérêts de réseaux délinquants nationaux et internationaux. Les récents scandales — non dissimulables — de banques en faillite démontrent que le Trésor public et la Banque centrale participent aux transferts vers les places offshore des détournements frauduleux par des milieux d'affaires intégrés dans le cœur du pouvoir, insérés dans les mécanismes officiels de coopération et de commerce.»

Quelles propositions peuvent suivre un constat aussi déprimant ? A la lumière de ce qui se passe autour de nous, Hidouci propose «trois grands thèmes d'analyse» :

- une capacité de discernement et d'apprentissage qui fait émerger le «capital social collectif», clef de voûte pour sortir des «trappes de pauvreté», pour mettre en place des stratégies spécifiques efficaces et pour déployer des capacités productives ;
- une intensification des échanges multiformes internes et externes maîtrisés et de construction d'une poli-

tique budgétaire, financière et monétaire contrôlée : «à l'endettement se substituent les flux d'investissements durables complétant l'épargne nationale bien rémunérée, faisant de la mondialisation, en dépit de ses injustices, un facteur favorable, soutenant les facteurs structurels internes» ;

- la construction de configurations étatiques solides et bien souvent interventionnistes, basées sur des alliances politiques et sociales d'intérêts et une relative égalité sociale interne.

Ainsi, quelles que soient leurs nuances quant à la gravité du bilan que dressent tous nos économistes, ils sont unanimes à réduire l'équation de la crise à sa dimension politique, à l'émergence d'acteurs représentatifs et libres. Comme s'il suffisait d'enlever une épine pour tenir la rose.

A. B.

(*) Depuis la publication de son livre *Algérie, la libération inachevée*, chez la Découverte en 1996, l'ancien ministre des Finances dans le gouvernement Hamrouche (1989-1991), s'est très peu exprimé. Il a, notamment, co-signé avec Omar Benderra, l'ancien P-dg du CPA, à la même période, une contribution *Algérie : économie, prédation et Etat policier* avant d'accorder, tout récemment — le 24 mars dernier — un entretien au site www.lematinindz.net, sous le titre : «L'économie algérienne est en panne, l'avenir est sacrifié».

REMERCIEMENTS

Les familles Akacem, Laroui et Meloukhi remercient tous ceux qui, de près ou de loin, ont compensé à leur douleur par leurs marques de sympathie, de réconfort et de soutien à la suite du décès de leur cher et regretté Akacem Mahieddine survenu le 20 mars 2008.

Puisse Dieu le Tout-Puissant lui accorder Sa Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



L'ÉVÉNEMENT DE CES 44 DERNIÈRES ANNÉES !

Contrairement à ce qui s'est écrit ici même, la mairie de Trifouillis-les-Oies nous informe que le prochain match amical de l'équipe d'Algérie de football ne peut se jouer dans le stade du village. Pour une raison toute simple : les gradins de 236 places ont déjà été loués de longue date pour une fête de baptême. Mais soucieuse de garder de bonnes relations avec l'Algérie, la mairie propose à la FAF son 2^e terrain d'une capacité de 145 places.

Je suis sûr que les nôtres vont accepter !

Arrêtez tout ! J'ai dit arrêtez tout ! Et ne me dites surtout pas que ce que vous êtes en train de faire est important. Rien n'est plus important que l'événement qui vient de se produire chez nous. Il éclipse tous les autres événements. A côté de lui, le 3^e mandat de Abdekka passe pour un fait divers pour ménagère de plus de 50 ans. A côté de lui, le congrès de l'UGTA fait figure de réunion ordinaire de l'Union fédérale des pêcheurs à la ligne de la wilaya de Boumerdes. A côté de lui, les tribulations de Ghoulamallah avec la sainte croix feraient rire aux éclats des évangélistes du Sud Dakota, région connue pour son sens de l'humour très spécial. Depuis l'indépendance, je n'ai pas souvenir d'un fait aussi important, aussi révolutionnaire, aussi abracadabrantesque. Le plus hallucinant, le plus incroyable dans cette affaire, c'est que mon événement est passé quasi-inaperçu. C'est à peine si deux ou trois journaux l'ont évoqué, et encore, du bout de la page. J'ai dû m'user les

yeux hier pour en trouver trace dans quelques entrefilets rachitiques, entre deux bars fermés pour défaut de licence et un flic qui a tiré sur son épouse et son amant. L'amant de l'épouse, bien sûr. Il était là ! Mon événement historique. Timide. Discret. S'excusant presque de déranger par sa seule présence. Pourtant, c'est à nous, ingrats citoyens de nous excuser, de nous confondre en excuses devant un aussi grand événement auquel nous ne rendons pas l'hommage national qui lui revient de droit et d'éthique. Cette faute, je veux ici, humblement, la réparer. L'expliquer. Alors, je vous livre mon événement tel que je l'ai lu : «Tlemcen. Les travaux de l'autoroute en avance de 8 mois.» Oui ! Oui ! Je sais ! Et je comprends votre réaction. Vous vous frottez les yeux. Vous vous dites que je suis en train de vous mener en bateau un 1^{er} avril. Eh bien non ! Je puis vous assurer que l'information est vraie. Vérifiée et officielle. En visite dans la région de Tlemcen, le ministre des Travaux publics a eu à constater sur place ce fait unique dans les annales algériennes : des travaux en avance sur les délais. En avance de 8 mois. Je pense que maintenant, vous comprenez mieux mon insistance, en début de chronique, à vous demander de tout arrêter, de tout stopper net devant cet événement. Car, y a-t-il plus important en Algérie, plus révolutionnaire que des travaux en avance sur les délais de réalisation ? Je vous le demande, tout en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.